

Envoi par courriel uniquement à :

Aufsicht-Krankenversicherung@bag.admin.ch
gever@bag.admin.ch

Réf. : MFP/15024891

Lausanne, le 20 février 2019

Réponse du Conseil d'Etat à la consultation fédérale portant sur l'Initiative parlementaire 16.411. Surveillance de l'assurance-maladie. Garantir la protection de la personnalité

Madame, Monsieur,

Le Conseil d'Etat du Canton de Vaud vous remercie de l'avoir consulté dans le cadre de la consultation citée en titre et vous fait part, ci-après, de ses déterminations.

Le Conseil d'Etat du Canton de Vaud salue ce projet et soutient pleinement les objectifs visés par la modification en termes de protection de la personnalité des assurés et de respect du principe de proportionnalité. Il est néanmoins d'avis que le principe de la protection des données ne doit pas conduire à priver les autorités de disposer des données nécessaires à l'accomplissement de leurs missions. Autrement dit, le Conseil d'Etat est favorable à ce que toutes les mesures possibles soient mises en œuvre afin que les données utiles puissent être transmises aux autorités dans le respect de la protection des données.

A l'instar de la Conférence suisse des directrices et directeurs cantonaux de la santé, nous demandons à ce que la proposition de la minorité de la Commission de la sécurité sociale et de la santé publique du Conseil des Etats (CSSS-CE) soit soutenue concernant l'article 21 pLAMal. En effet, les relevés relatifs aux médicaments (EFIND 5), ainsi qu'aux moyens et appareils (EFIND 6) représentent une part conséquente des coûts LAMal (23.4% des coûts bruts en 2017¹). Par conséquent, il est important que l'OFSP ait accès aux données y relatives, qui permettent d'évaluer la qualité de ces prestations et de contrôler leur caractère économique. Ainsi, une base légale formelle doit également être adoptée pour les relevés de données EFIND 5 et EFIND 6, dans le sens de la proposition de la minorité de la CSSS-E relative à l'art, 21, al. 2, lettre d, pLAMal.

¹ OFSP, Statistique de l'assurance-maladie obligatoire 2017, T2.17

De plus, le Conseil d'Etat considère qu'il est nécessaire que l'OFSP puisse obtenir toutes les données utiles afin de proposer des mesures adéquates pour maîtriser les coûts. Ainsi, l'OFSP doit notamment pouvoir suivre et analyser en détail l'évolution des coûts par type de prestation et par fournisseur de prestation. Il doit aussi être en mesure d'analyser en profondeur les effets d'un changement législatif. Les seules données agrégées sont insuffisantes pour effectuer une telle tâche. Pour s'acquitter de ses missions conformément à l'art. 28 al. 1 OAMal, il est indispensable que l'OFSP puisse disposer de données au niveau individuel également. Dans ce contexte, nous estimons judicieux que l'OFSP et le PFPDT poursuivent leur collaboration pour garantir au mieux la protection des données et pour réduire le risque que des assurés puissent être identifiés.

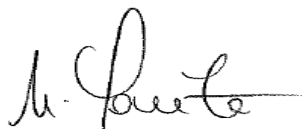
Nous estimons en outre opportun d'analyser de manière globale les traitements de données effectués dans le cadre de l'assurance obligatoire des soins (en prenant également en compte les besoins que pourraient avoir les cantons en matière de données statistiques anonymisées) et, comme le propose le postulat de la CSSS-E, de tenter d'éviter les doublons entre les transmissions à l'OFSP et à l'Office fédérale de la statistique (OFS). Sur ce point, nous signalons encore que l'éventuel accès aux données de SASIS SA ou de l'Institution commune LAMal gagnerait à être également clarifié, respectivement doté d'une base légale formelle.

Enfin, il nous semble nécessaire que la modification légale intègre une disposition permettant aux cantons d'accéder aux relevés de données tenus par l'OFSP (soit EFIND 1, EFIND 2 et EFIND 3, mais également, selon la proposition ci-dessus, EFIND 5 et EFIND 6), moyennant la fourniture de garanties suffisantes en termes de protection des données.

Tout en vous remerciant de l'attention que vous porterez à la présente, nous vous prions de croire, Madame, Monsieur, à l'assurance de notre haute considération.

AU NOM DU CONSEIL D'ETAT

LA PRESIDENTE



Nuria Gorrite

LE CHANCELIER



Vincent Grandjean

Copies

- OAE
- CDS
- DGCS